

Traité d'économie sociale à l'usage des malentendants suivi de
L'encre de la révolte, Laurent Lasne. Le Tiers Livre, février
2009

Jordane Legleye

Numéro 313, juillet 2009

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1020929ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1020929ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association Recma

ISSN

1626-1682 (imprimé)

2261-2599 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Legleye, J. (2009). Compte rendu de [*Traité d'économie sociale à l'usage des malentendants* suivi de *L'encre de la révolte*, Laurent Lasne. Le Tiers Livre, février 2009]. *Revue internationale de l'économie sociale*, (313), 108–109.
<https://doi.org/10.7202/1020929ar>

Traité d'économie sociale à l'usage des malentendants suivi de L'encre de la révolte

Laurent Lasne. *Le Tiers Livre*, février 2009.

Laurent Lasne est, entre autres, un excellent connaisseur des Scop. Au sein de *Participer*, le magazine de la confédération, de sa maison d'édition ou d'autres, il a déjà commis de nombreux ouvrages et études historiques sur le mouvement en général, telle fédération⁽¹⁾ ou entreprise en particulier. Il élargit ici le propos à l'économie sociale, puis, dans une seconde partie, livre une monographie de l'Imprimerie nouvelle, association ouvrière emblématique de la coopération de production.

Une histoire politique de la coopération

Le Traité d'économie sociale se présente comme une histoire très politique et contemporaine de l'économie sociale française. L'auteur y retrace essentiellement les rapports conflictuels du socialisme marxiste et du socialisme coopérateur depuis la Révolution française jusqu'à aujourd'hui. La plume alerte et le goût prononcé du journaliste pour la polémique en rendent la lecture agréable. Ils se traduisent cependant par des raccourcis et des formules spectaculaires qui condamnent sans nuance les « marxistes »⁽²⁾, en ce qu'ils ont dominé la gauche politique et syndicale, comme seuls responsables du non-avènement d'une « république sociale ». Laurent Lasne passe ainsi sous silence les difficultés propres aux mouvements d'économie sociale à se développer et semble oublier que, pour dominants qu'ils étaient à gauche au XX^e siècle, les « marxistes » ont assez rarement eu l'occasion d'exercer le pouvoir en France... Le socialisme libéral qui s'impose sans le dire dans la gauche de gouvernement à compter du milieu des années 80, pour triompher au congrès de Rennes de 1990, n'en est pas moins sévèrement

critiqué. On lira avec intérêt le chapitre 3, consacré aux « singularités alternatives de la gauche plurielle », où derrière l'enthousiasme de M. Rocard et de J. Delors pour l'économie sociale fleurirent une multitude d'initiatives⁽³⁾ qui aboutirent, en ces temps (déjà) de crise économique, à l'institutionnalisation d'une « économie solidaire » à destination des « exclus », économie solidaire consacrée par Lionel Jospin avec la création du secrétariat d'Etat du même nom, confié à Guy Hascoët. C'est seulement à ce tournant des années 1990-2000 que l'auteur évoque d'autres composantes, notamment associative, de l'économie sociale, dont le modèle pur est incarné dans l'idéal coopératif (sous entendu, de production).

« Nous voulons devenir des égaux »

Le second texte de ce livre, *L'encre de la révolte*, retrace la vie d'une imprimerie coopérative, de sa fondation sous le Second Empire à sa disparition fin 2008. Il complète et éclaire la conception de l'économie sociale précédemment développée dans le *Traité* et centrée sur la coopération. D'abord parce que cette partie détaille des moments de l'histoire du mouvement ouvrier esquissés dans le premier texte. Mais aussi parce que l'auteur est amené à évoquer pour la première fois la mutualité, composante jusque-là négligée de « l'économie sociale », qui apparaît ici sous la forme du mutuellisme, creuset du syndicalisme, de l'assurance mutuelle et de l'association de production.

L'Imprimerie nouvelle est créée en pleine lutte, au sein de la toute récente Association internationale du travail (AIT, 1864), entre les partisans de Marx et de Proudhon. C'est l'occasion pour Laurent Lasne de revenir sur cette corporation particulière des typographes, qui, n'ayant jamais cessé de braver la loi Le Chapelier, furent longtemps l'âme du prolétariat parisien. Ils inspirèrent notamment, l'année de la création de l'AIT, le *Manifeste des soixante ouvriers de la Seine*, dont

(1) Voir notamment *Taxis Paris solidaires, une histoire coopérative du taxi parisien et du groupement Gescop*, paru en 2007 au Tiers Livre et présenté par Rémi Laurent dans le numéro 309 de la *Recma*.

(2) Terme qui qualifie sans distinction l'URSS, la SFIO du Front populaire, le Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste (Cérés) de Chevènement dans les années 70, le PCF, le PC vietnamien, les Khmers rouges...

(3) L'Aldéa, Agence de liaison pour le développement d'une économie alternative ; les Cigales, clubs d'investisseurs pour une gestion alternative et locale de l'épargne ; Solidarités nouvelles face au chômage ; le Réas, Réseau de l'économie alternative et solidaire...

une des phrases clefs, reprise dans le livre, nous sert également d'intertitre.

A la pointe du combat ouvrier, les typographes étaient partagés entre deux conceptions de l'association ouvrière, celle de l'Association générale typographique (AGT) et celle de l'Imprimerie nouvelle. Deux « sensibilités socialistes » nourrissent cette opposition que l'auteur, faisant siens les propos des dirigeants de l'Imprimerie nouvelle, résume ainsi : « *D'un côté, communisme autoritaire, mais fervent ; de l'autre, un socialisme passé au crible des idées modernes et que nous osons qualifier de socialisme pratique* » (souligné par l'auteur).

La centaine de pages qui suit illustre dans le détail les cent cinquante ans d'inventivité, d'audace, de souplesse, de cohésion des ouvriers de l'Imprimerie

nouvelle, ses rapports parfois difficiles avec les élus socialistes, ses difficultés d'organisation et d'adaptation technique. La Scop a finalement « *déposé les armes* » fin 2008⁽⁴⁾. Pourquoi et comment, l'auteur laisse à d'autres le soin de le raconter, à ceux « *qui savent que la question du partage des richesses n'est pas un problème économique mais politique, car [...] la redistribution des revenus dépend de la répartition du pouvoir* ».

Jordane Legleye ●

(4) Le 6 avril 2009, les salariés-sociétaires du *Courrier picard*, par 146 voix contre 5, décidaient de sortir du statut coopératif qui leur avait réussi depuis 1944. Dans une conjoncture globalement difficile pour la presse écrite, ils n'ont pas souhaité procéder à une conséquente recapitalisation interne du dernier quotidien réalisé sous statut Scop. Le groupe La Voix du Nord – contrôlé par le groupe belge Rossel – était alors pressenti pour la reprise : il détenait déjà 45 % des parts du journal picard en partenariat avec le Crédit agricole et Groupama... (Source : *L'express.fr* du 6 avril 2009.)